

*Initiatives ministérielles*

D'après moi, si le gouvernement prenait des décisions ardues, il ne le ferait pas sur le dos des chômeurs. Il s'en prendrait plutôt à des questions de principe, notamment au projet d'acquisition d'hélicoptères. En effet, depuis que la guerre froide est terminée, nous n'avons plus besoin des mêmes armements et du même matériel et, pourtant, nous envisageons ce projet, dont le coût a grimpé de 1,4 milliard de dollars et que le gouvernement ne songe pas à réduire. Au contraire, il s'entête à vouloir le réaliser. Il vient de retirer au député d'Etobicoke—Lakeshore sa charge de secrétaire parlementaire parce qu'il s'y était opposé. Plusieurs candidats à la direction se disent d'ailleurs contre ce projet, eux aussi.

À mon avis, si le député de l'Ontario attend qu'on lui propose des réductions, en voici une sensationnelle: elle permettrait une économie de 5,8 milliards de dollars.

Le député de l'Ontario me fait penser à l'empereur qui se pavanait dans la rue lorsqu'un enfant s'est exclamé: «Regardez, il est nu!» De toute évidence, le député a perdu toute crédibilité en essayant d'expliquer pourquoi nous allons chercher 2,5 milliards de dollars dans les poches des chômeurs, alors que nous nous préparons à consacrer 5,8 milliards à l'achat d'hélicoptères militaires qui ne serviront probablement jamais au moindre combat. Ils permettront simplement d'exécuter des manoeuvres de recherche et de sauvetage qu'il conviendrait mieux de réaliser au moyen d'équipement moins coûteux.

Par cette compression des dépenses publiques, le gouvernement entend priver les chômeurs de 2,5 milliards de dollars, alors qu'il a connu la période de la plus forte croissance jamais réalisée au Canada, de 1984 à 1990, la plus longue période de croissance soutenue. Il a imposé 35 nouvelles taxes, y compris la TPS.

• (1825)

Nos vis-à-vis parlent de restrictions des dépenses et d'économies. Cela nous rappelle Ronald Reagan. Quelle catastrophe! Il a prêché toutes ces choses, mais il a dépensé des milliards de dollars. Cela ressemble au premier ministre qui se rend dans les pays du Pacifique ou aux États-Unis et emporte avec lui du matériel supplémentaire, des limousines et tout ce qu'il souhaite, alors que le déficit gouvernemental augmente.

Lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, la dette du pays s'élevait à 169 milliards de dollars; or, cette année, elle dépassera les 450 milliards de dollars. Nos vis-à-vis sont-ils vraiment de bons gestionnaires? Sont-ils dignes de foi, alors que durant la plus longue période soutenue de croissance de notre histoire, bien qu'ils nous

aient imposé 35 nouvelles taxes et la TPS, notre dette a plus que doublé.

Quelle est la solution que le gouvernement propose après avoir créé la pire récession économique depuis les années 1930? Il a lancé trois initiatives, en fait. Il a signé l'Accord de libre-échange qui a tout simplement fait disparaître toutes sortes d'industries dans le secteur de la fabrication et de la transformation. Il a appliqué ensuite la TPS qui était censée aider ces industries. En fait, cette taxe et l'Accord de libre-échange ont entraîné la suppression de quelque 400 000 emplois dans le secteur manufacturier au Canada.

Ensuite, pour porter le coup de grâce, nos vis-à-vis ont imposé des taux d'intérêt extrêmement élevés. De 1986 à 1990, ils ont maintenu au Canada des taux d'intérêt de 4 ou 5 p. 100 supérieurs à ceux pratiqués aux États-Unis, ce qui a accru la valeur du dollar par rapport à ce qu'elle était en 1986 et pénalisé doublement les secteurs de la fabrication et de la transformation.

Tout d'abord, ils devaient concurrencer les industries américaines qui pouvaient compter sur des taux d'intérêt de 7 ou 8 p. 100 alors qu'ils étaient confrontés à des taux de 13 ou 14 p. 100, et ensuite, la valeur du dollar, qui variait entre 70 et 75c, a monté en flèche pour passer à 85, 86 ou 87c. américains.

Les pressions exercées par la politique financière et monétaire du gouvernement étaient incroyables. Il s'agissait de la politique la plus régressive et nuisible de notre histoire et elle est venue s'ajouter aux 35 augmentations d'impôt en question. Il s'agissait dans pratiquement tous les cas d'un impôt régressif. Il était question d'une taxe d'accise sur l'essence ou d'une taxe de vente sur autre chose.

Après avoir réduit au chômage 1,6 million de Canadiens—ils sont probablement au moins deux millions, mais 400 000 ont tout simplement cessé de se chercher un emploi et ils n'entrent donc pas dans les statistiques—en décembre, le gouvernement leur a dit qu'après leur avoir enlevé leur travail, il allait maintenant sabrer dans leurs prestations. Beaucoup de ces personnes seront confrontées à des compressions de 80 \$ environ par mois, ce qui est plutôt difficile à avaler pour le chef d'une famille monoparentale ou une famille de trois ou quatre enfants quand un seul des parents travaille.

Je sais de quoi je parle, car dans ma circonscription d'Algoma, dans la ville minière d'Elliot Lake, au cours des deux dernières années et demie, quelque 3 400 emplois bien rémunérés dans le secteur de l'extraction de l'uranium ont disparu. Cela a entraîné la perte de 1 500 emplois ou plus dans le secteur des services.